

Intitulé de l'épreuve : Civilisation A.M.E.O

Nombre de copies : 4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

"La Chine offrira à l'Asie une ère de prospérité partagée sous l'égide de la communauté de destin". La vision exprimée par le Président chinois Xi Jinping lors du Forum régional de Bao'an en 2013, par laquelle il annonce le lancement de l'initiative des Nouvelles routes de la soie - aujourd'hui Belt and Road Initiative, BRI -, semble sonner le glas du rôle dominant des Etats-Unis en Asie.

Sans en être l'hégémon, les Etats-Unis occupaient depuis la fin de la Seconde guerre mondiale le rôle de puissance dominante en Asie, de son pôle extrême-oriental - Japon - à ses extrémités méridionales - Pakistan, Indonésie, Philippines. La fin des années 1980, marquée par l'émergence économique de la Chine, puis les années 2000, durant lesquelles les préoccupations stratégiques américaines se concentraient sur la lutte contre le terrorisme, furent marquées par le déclin relatif du rôle américain au profit de l'affirmation de la puissance chinoise. Les relations entre les deux pays, d'abord perçues par Washington comme une possible coexistence pacifique, ont récemment pris la forme d'une rivalité multidimensionnelle : militaire, technologique, commerciale et idéologique.

Pour les Etats de la zone, les enjeux sont multiples. Il s'agit d'échapper à l'emprise exclusive de la Chine tout en préservant les relations économiques et politiques avec ce partenaire de premier plan, mais aussi, lorsque les relations avec les Etats-Unis offrent une protection ou une forme d'équilibre, de parvenir à préserver une autonomie politique entre les deux puissances. Pour les relations internationales dans leur ensemble,

N°

.. 115

il s'agit de préserver la zone d'un conflit militaire, la liberté de navigation dans les mers d'Asie du sud-est, mais aussi de protéger le multilatéralisme des chocs de la rivalité sino-américaine. La guerre commerciale que se sont livrés les deux pays de 2017 à 2019 a durablement affecté le commerce mondial, et le bon fonctionnement des enceintes multilatérales est indispensable à la gestion des enjeux mondiaux - environnementaux et sanitaires au premier rang.

L'affirmation de la puissance chinoise condamne-t-elle les Etats-Unis à perdre leur rôle d'acteur majeur en Asie?

Le XXI^e siècle a semblé marqué par le déclin relatif de la puissance américaine en Asie, avant que la diplomatie coercitive de la Chine ne mine à sa réaffirmation (I).

L'Asie est aujourd'hui dominée par l'antagonisme sino-américain, ce qui peut conduire les Etats de la zone à rechercher auprès d'Etats tiers des relations de nature à préserver la stabilité régionale (II).

x
x x

L'émergence de la Chine s'est accompagnée du déclin relatif du rôle des Etats-Unis en Asie (A). S'il a semblé s'accroître sous l'administration Trump, c'est paradoxalement la diplomatie coercitive de la Chine qui a mené à sa réaffirmation (B).

Le rôle américain a connu un déclin relatif, notamment sous l'influence de l'émergence de la Chine (A).

Les années 1990, si elles furent marquées par l'émergence du consensus de Washington, qui s'accompagnaient d'une forte croyance parmi les stratèges occidentaux dans la vocation du modèle des démocraties libérales à s'imposer à la surface de la planète, furent aussi la période durant laquelle la Chine assit son rôle économique en Asie du sud-est. Alors sous le coup de sanctions occidentales suite à l'évacuation du mouvement

démocratique. de 1989, qui culmina avec les massacres de Tiananmen le 4 juin, elle déploya une diplomatie économique efficace vers les pays de l'ASEAN lors de la crise de 1997-98. Les capitaux chinois irriguèrent la zone grâce aux réseaux de la diaspora. À la sortie de la crise, la Chine était devenue le premier partenaire commercial d'un certain nombre de ces pays et avait noué de solides relations diplomatiques avec eux. Elle les consolida en investissant de façon systématique les différentes enceintes spécialisées de l'ASEAN.

Des attentats du 11 septembre 2001 conduisirent les Etats-Unis à faire de la lutte contre le terrorisme et l'"Axe du Mal" (Venezuela, Syrie, Irak, Iran, Corée du Nord) leur priorité stratégique. L'invasion de l'Irak en 2003, sans mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, ternit leur image en Asie comme ailleurs, tandis qu'une gestion sans compromis de la crise nucléaire nord-coréenne poussait la Corée du sud à se rapprocher de Pékin. Celle-ci, dans le sillage du rôle de discret médiateur joué lors de la crise de 1992-1994, se s'imposa comme l'hôte des pourparlers à six qui encadrèrent les négociations nucléaires (Chine, Etats-Unis, Corée du nord et du sud, Russie, Japon).

À la double faveur de la volonté de retrait américaine, de façon à concentrer ses moyens sur d'autres théâtres de la lutte d'autonomisation stratégique des opinions publiques japonaises et coréennes, qui contestaient la présence de bases américaines sur les territoires nationaux, la Chine réussit à s'imposer progressivement comme un acteur stratégique de premier plan en Asie du Nord-Est.

Parallèlement, le succès de ses réformes économiques et l'intensification de ses échanges avec l'ensemble de l'Asie orientale en faisaient le premier partenaire commercial de la plupart des Etats asiatiques à la fin de la décennie - au point d'envisager, pour les plus optimistes, une réunification pacifique avec Taïwan d'ici la fin de l'étroite imbrication de leurs économies.

En Asie méridionale, si les Etats-Unis conservent leur alliance stratégique avec le Pakistan, indispensable à la lutte contre le terrorisme, la nucléarisation de l'Inde par le Pakistan empêcherait, à titre de rétorsion, un rapprochement plus global. En revanche, l'alliance de revers dès les années 1960 par Pékin avec Islamabad contre New Delhi, s'accompagnait de l'intensification des liens économiques.

En 2008, le pivot vers l'Asie du Président Obama prenait donc acte d'une nécessaire revitalisation de l'influence américaine dans une zone moteur économique du monde, de la volonté de revenir à une diplomatie moins centrée sur la seule lutte contre le terrorisme, mais aussi d'une forme d'impératif à réaffirmer la présence américaine face à l'émergence de la Chine.

Deuxième puissance économique mondiale, celle-ci était un compétiteur en ce domaine, mais pouvait être un partenaire sur les sujets stratégiques - non prolifération, terrorisme et un acteur indispensable du multilatéralisme commercial et financier notamment. Par la suite, l'affirmation des volontés hégémoniques chinoises, sur les mers de Chine du sud, sur l'île de Taïwan, sur ses marges (diplomatie de la périphérie, qui place Corée du Nord, Myanmar, Laos, Cambodge sous emprise chinoise), confirme l'existence d'une rivalité stratégique, au sein de laquelle les espaces de coopération s'amourent.

La politique de réaffirmation de la puissance américaine menée par le Président Trump, mêlant postures conflictuelles et repli protectionniste, s'est traduite par une combinaison paradoxale d'affaiblissement des relations des Etats-Unis avec leurs alliés traditionnels - Japon, Corée du sud, Philippines, Thaïlande, Singapour, Pakistan et à moindre titre Inde, inquiets des positions perçues comme volatiles du Président américain, et de renforcement de leur rôle stratégique avec l'affirmation d'une stratégie Indopacifique.

Intitulé de l'épreuve : Civilisation AΠEO

Nombre de copies : 4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Le rôle américain a connu une réaffirmation paradoxale sous l'administration Trump (B).

Sur le plan commercial, la guerre menée par l'administration Trump - hausse des barrières tarifaires et non tarifaires, paralysie de l'OMC - à l'encontre des "pratiques déloyales de la Chine", a eu moins d'effets néfastes pour l'Asie hors Chine que pour le Canada ou l'Union européenne. Elle a néanmoins contribué à amoindrir le principe d'un ordre international fondé sur les règles, alors même que la zone s'inquiétait précisément du non respect des règles par la Chine. La volonté chinoise d'imposer ses propres principes, au premier rang desquels la souveraineté territoriale suivant le tracé de cartes fournies par ses historiens - "ligne en 3 traits" qui lui attribue la quasi-totalité de la mer de Chine du sud au titre de sa Z.E.E, cartes intégrant les îles Diaoyu/Senkaku dont la souveraineté est revendiquée par le Japon, franchissement aérien de la ligne médiane partageant le détroit de Taïwan - a conduit dès les années 2010 ses voisins à repenser leur relation avec Pékin et à chercher de nouveau un rôle équilibrant de la puissance américaine. L'absence de doctrine claire de l'administration Trump n'a pas permis à Washington de saisir pleinement cette opportunité.

Sur le plan stratégique, l'ouverture du dialogue avec la Corée du nord a dans un premier temps satisfait

N°
.../...

le Président Moon Jae-in, qui a fait de la signature d'un Traité de paix en substitution à l'armistice de 1953. L'absence de résultats concrets n'a pas permis de rapprocher Séoul et Washington, tandis que les ouvertures faites à Pyongyang inquiétaient Tokyo. Malgré le rapprochement avec New Delhi orchestré par l'administration Obama - avec au nucléaire civil, contrats économiques - et la sympathie proclamée de M. Trump pour "l'homme fort" de New Delhi, Narendra Modi, la Chine a pu en 2018 puis 2020 prendre pied dans le Dokkhan, au prix d'escarmouches militaires, sans susciter de réaction vigoureuse de la part des États-Unis.

Néanmoins, les inquiétudes stratégiques de Tokyo, mais aussi de Canberra, à l'égard de l'affirmation militaire de la Chine dans la région, et notamment en mer de Chine du sud, ont mené les deux États à construire leurs propres stratégies indopacifique ("confluence des deux océans" de Shinzo Abe dès 2007, Stratégie Indo-Pacifique de l'Australie en 2013). Soutenus par les efforts de la Défense et du Département d'État, l'activisme diplomatique des deux capitales a réussi à convaincre le président Trump de revitaliser le QUAD - dialogue quadrilatéral sur la sécurité, regroupant États-Unis, Japon, Australie et Inde, fondé en 2007. Parallèlement, les États-Unis se dotaient de leur propre stratégie Indo-pacifique. Ses principes sont le maintien d'un espace maritime libre, ouvert et régi par le droit international, à la liberté de navigation préservée, mais aussi la réaffirmation des valeurs de la démocratie et des droits de l'homme.

L'affirmation rapide de la puissance chinoise et le caractère unilatéral de sa diplomatie ont donc eu pour effet de faciliter la réaffirmation du rôle stratégique des États-Unis, en partie à la demande des pays de la zone. Au gré de la projection de la puissance

chinoise, la zone s'est également étendue à l'Océan Indien.

Pour autant, le rôle économique de la Chine fait désormais d'elle la première puissance de l'Asie. Premier partenaire commercial de l'ensemble des pays à l'exception de l'Inde, auprès de laquelle la devance cette année l'U.E. et toujours les Etats-Unis, elle a une emprise importante sur les infrastructures de la zone grâce aux prêts massifs consentis dans le cadre de la BRI. Ceux-ci financent la construction ou la modernisation d'infrastructures existantes, avec pour objectifs d'offrir des voies d'exportation aux excédents commerciaux chinois d'une part et de sécuriser ses approvisionnements énergétiques... officiellement, le sauvetage de ses troupes déployées dans le cadre d'opération de maintien de la paix, ou d'autre part.

Enfin, en échouant à déployer des politiques ambageuses pour répondre aux enjeux globaux, l'administration Trump a contribué au déclin de l'influence américaine en Asie. Alors que la zone est confrontée aux effets concrets du changement climatique et victime d'un grand nombre de catastrophes naturelles, le retrait américain de l'Accord de Paris ne pouvait qu'envoyer un signal négatif sur la possibilité - la volonté - de jouer un rôle plus large. De même, la posture négligente du Président américain à l'égard de la COVID-19, dont il a minimisé les dangers, et le bilan très lourd de sa politique - avec 515 000 morts, le pays est le 2ème plus touché au monde après le Brésil, même si le doute entourant les statistiques indiennes - 3ème avec 415 000 morts - , n'ont pas permis aux Etats-Unis de mettre en place une diplomatie sanitaire qui aurait été, là encore, une opportunité d'affirmer un rôle plus large que celui de rival de Chine dans la zone.

Cependant, la profondeur historique du rôle américain permet au pays de conserver une attractivité non démentie s'agissant des échanges humains. Si la stratégie

"Made in China 2025", qui vise à faire de la Chine le leader technologique mondial, a inquiété aux Etats-Unis, elle n'a pas fait d'elle un pôle scientifique en Asie. Rivaux pour les géants de la tech japonais, coréens, taiwanais et singapouriens, les groupes chinois n'ont pas, dans l'esprit des grand public, l'excellence des Américains, bien que leurs prix compétitifs leur permettent de gagner appels d'offre et parts de marché.

De même, si les très généreux programmes de bourses chinois, dont les montants sont confidentiels, attirent un grand nombre d'étudiants asiatiques dans les universités chinoises, la Ivy League américaine reste le premier pôle d'attractivité universitaire. La montée en puissance de la Chine est indéniable dans les domaines technologique et scientifique, mais se heurte à un "plafond de verre" construit par l'image négative que son attitude, à l'agressivité croissante, imprime à sa diplomatie de façon générale, et au capital de "soft power" sur lesquels les Etats-Unis peuvent encore s'appuyer.

Ce déclin relatif des Etats-Unis a donc été, de façon paradoxale, entraîné puis freiné par les effets ambivalents de la montée en puissance de la Chine dans la zone. La rivalité entre les deux pays a pris un caractère conflictuel qui menace la stabilité régionale, pourtant prioritaire de l'ensemble des autres pays de la zone.

~ ~ ~

Intitulé de l'épreuve : Civilisation - AMEO

Nombre de copies : 4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Le rôle des Etats-Unis dépendra de leur capacité à ne pas se laisser entraîner dans le piège de Thucydide (A). L'instabilité entraînée par la rivalité sino-américaine peut conduire les autres Etats asiatiques à renforcer leurs relations avec des acteurs tiers (B).

La rivalité sino-américaine domine aujourd'hui les relations en Asie, au risque de conflits majeurs (A).

L'historien grec Thucydide affirme, dans ses "Guerres du Péloponnèse", au V^e av. J.C. que les Lacédémoniens, en s'accroissant, firent craindre aux Athéniens de perdre leur suprématie régionale, "les contraignant ainsi à la guerre". Le politiste américain Graham Allison a théorisé les relations américaines selon ce paradigme. Puissance révisionniste, visant à bouleverser l'équilibre des forces pour assurer sa suprématie, la Chine contraindrait les Etats-Unis à entrer en guerre car elle avait que ses forces ne le permettent plus (G. Allison, Le piège de Thucydide, 2018). Pour d'autres politistes, le monde entrerait dans une nouvelle guerre froide, opposant les démocraties libérales au alliés du totalitarisme chinois.

L'annonce de la signature de l'Aukus, le 15 septembre 2021, semble confirmer le durcissement des relations stratégiques dans la zone. Il réunit les Etats-Unis

N°

8/1...

le Royaume-Uni et l'Australie dans un pacte sécuritaire accompagné de transferts technologiques sous la forme de sous-marins nucléaires pour l'Australie, au dessus de son contrat portant sur des sous-marins conventionnel avec le français Naval Group.

De même, la récente visite du Premier ministre japonais Yoshihide Suga à Taipei (27 août 2021), au cours de laquelle il a déclaré qu'en cas d'agression chinoise contre Taïwan, le Japon serait prêt à entrer en guerre aux côtés des Etats-Unis, marque une évolution stratégique importante. Depuis les années 1970, le Japon vit sous la doctrine Fukuda, selon laquelle le pays ne se dotera plus jamais d'une puissance militaire. L'article 9 de la Constitution japonaise interdit depuis la fin de la Seconde guerre mondiale la reconstitution d'une armée nationale, limitée à des forces d'autodéfense. Si ces forces sont connues pour être une des meilleures armées au monde, c'est la première fois que le Japon formule de façon officielle une politique interventionniste.

Pour sa part, la Chine a récemment annoncé (Xi Jinping, 2019) que le continent et l'île de Taïwan seraient "bientôt réunifiés". Suite à la proclamation de l'Ankus, le très nationaliste "Global Times", quotidien chinois, a annoncé que "les soldats australiens pourraient être les premiers à perdre leur vie en mer de Chine du sud".

Par ailleurs, la politique hongkongaise contribue à renforcer les craintes d'une proche escalade militaire en Asie orientale. Le 30 juin 2020, la loi sur la sécurité globale imposée par Pékin mettrait fin au système d'autonomie politique relative de Hong Kong, garanti par la politique "un pays, deux systèmes" et formalisée aux termes de la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984. Hong Kong devait bénéficier de cette autonomie jusqu'en 1947. Or, le second tentaire administré, vu de Pékin, sous l'égide du "un pays, deux systèmes", est

Taiwan. Le "piège de Thucydide" pourrait en réalité être celui de la Chine, s'estimant contrainte à un coup de force contre l'île, ou en Chine de mer du Sud, avant que les forces américaines et leur réseau d'alliances ne se soient reconstitués de façon trop étroite pour lui permettre d'écrire la loi portant sur la police maritime. (1^{er} février 2019), autorisant ses garde-côtes à l'usage de la force armée, s'inscrit dans cette perspective.

La rivalité stratégique est également une rivalité normative. Ainsi, l'administration Biden bénéficie d'une légitimité qui manquait à l'administration précédente pour appeler au respect d'un ordre international fondé sur les règles.

L'appel porte, entre autres, sur le respect de la Convention de Hambro Bay. En 2017, l'arrêt de la Cour d'arbitrage de La Haye, saisie par les Philippines au sujet du contentieux les opposant à la Chine sur la souveraineté sur les îles Spratleys, archipel rochers polynésiens et transformés par la Chine en base militaire, a été défavorable à Pékin. La Cour a jugé les revendications chinoises sans fondement historique. Pékin a rejeté la légitimité de la Cour et annoncé son retrait du Traité. Faute de respect des traités internationaux, les eaux d'Asie méridionales sont ainsi ouvertes à la diplomatie hybride de la Chine, faite de relations politiques et économiques étroites et de coups de force menés par des flottilles de garde-côtes, navires militaires et bâtiments de pêche, transformant l'espace maritime en "zone grise".

Cette compétition normative s'exprimerait enfin entre les projets BRI - prêts non concessionnels, garantis par des hypothèques sur les infrastructures, sans mesures prudentielles sur la solvabilité des Etats. Ces manèges ont notamment permis à la Chine de prendre possession du port d'Hambantota au Sri Lanka en 2015 pour 99 ans. De Kyaampkan au Cambodge à Mombasa au Kenya, jusqu'à la base chinoise de Djibouti, ce

seul ainsi 42 ports dans 36 pays qui sont modernisés avec les crédits de la BRI, travaux dans lesquels le droit du travail, voire la souveraineté nationale trouvent peu à s'exprimer. Les démocraties occidentales, États-Unis et membres de l'UE, mais également la coopération japonaise, positionnent leurs prêts et leur coopération en matière de connectivité sur des normes respectueuses des droits humains et de l'intérêt du pays bénéficiaire.

Cependant, les espaces de communauté d'intérêt, y compris dans le domaine maritime, et l'interdépendance économique de la plupart des acteurs régionaux constituent autant de "filets de sécurité" pour la stabilité de la zone. Ainsi, la Chine, dont 80% des approvisionnements énergétiques transitent par le détroit de Malacca, n'a pas plus d'intérêt que le Japon ou la Corée du Sud (environ 90% pour les deux) à un conflit dans cette zone. Deux tiers du commerce maritime et un tiers du fret maritime y transitent, ce qui contraindra dans un avenir proche les antagonistes à trouver des solutions négociées.

De même, les récents ALE signés dans la région, inter-prêts comme rivaux, témoignent d'une réalité plus complexe. Le CPTPP, partenariat transatlantique à 11, est certes amoindri par le retrait des États-Unis (13% du PIB mondial au lieu des 40% envisagés). Il n'en réunit pas moins des économies avancées - Canada, Singapour, Australie, Nouvelle-Zélande, Japon - avec des effets d'entraînement prévisibles sur les technologies. Japon, Singapour, Brunei, Viêtnam et Malaisie sont également parties au RCEP d'initiative chinoise (novembre 2020), plus impressionnant par son volume (30% du PIB mondial) mais qui comporte peu de réelles avancées par rapport aux relations économiques préexistantes. La présence des mêmes pays dans

Intitulé de l'épreuve : Civilisation - AMEO

Nombre de copies : 4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

ces deux accords rappelle la géographie mouvante des relations régionales, qui ne peuvent se réduire à la conflictualité stratégique.

L'impératif de gestion coordonnée des défis mondiaux, au premier chef desquels le changement climatique et ses conséquences sanitaires, météorologiques, humaines et économiques, est un autre motif de dépassement d'une perception ultraréaliste du rôle américain en Asie. Il appelle à un usage de son influence, et à celle d'acteurs tiers, au profit du renforcement du multilatéralisme, seul à même d'apporter une réponse robuste aux défis à la stabilité régionale.

Les craintes suscitées par les risques d'escalade conflictuelle de la rivalité sino-américaine peuvent conduire au renforcement du rôle d'acteurs tiers (B).

L'administration Biden, bien que sa doctrine reste à apprécier plus finement dans les années à venir, ne semble pas écarter l'usage du multilatéralisme, plutôt que de la simple rivalité stratégique, pour contenir les actions coercitives de la Chine et le déploiement de sa politique unilatérale.

N°

131...

l'enceinte du G7, comme le réseau d'alliances américain, mais aussi l'AG de l'ONU, sont des caisses de résonance des appels au respect d'un ordre international fondé sur les règles.

Par ailleurs, la nécessité pour les pays de la zone de préserver une marge de manœuvre stratégique entre les deux puissances américaine et chinoise, ainsi que le risque relative désaffection de celle-ci en matière environnementale, offre un espace aux diplomates tiucs pour jouer un rôle stabilisateur en renforçant le multilatéralisme - politique, économique, humain dans la zone.

La stratégie indopacifique de la France, même tempérée par la fondation de l'Ankus sans concertation avec elle, comme celle de l'U.E., dévoilée il y a quelques jours, proposent des axes à développer à cet égard. Coopération en matière de surveillance maritime et d'enjeux halieutiques (PNRM), coopération scientifique (Horizon Europe, réseau des WURPE français, programme "Take our Planet great again"), partenariat stratégique signé entre l'UE et l'ASEAN en décembre 2020, rôle de partenaire de développement de l'ASEAN (sept zero) de la France, sont autant de volets de coopération qui permettent de développer des réponses communes aux défis affrontés par l'Asie.

La signature des ALE entre l'UE et le Japon (2018), Singapour (2019), le Vietnam (2020), les négociations d'accord avec d'autres pays (Malaisie, Thaïlande, Australie, Nouvelle Zélande) et surtout le projet d'ALE avec l'ASEAN permettront également de construire d'autres pôles de puissance, certes relatifs mais contribuant de façon équilibrée à l'équilibre des forces dans la zone.

D'autres projets, plus ciblés, peuvent être envisagés, en matière stratégique (partenariats numériques, météorologie, coopérations de l'ANSSI avec les agences de cybersécurité de la région) comme thématique (actions sur le genre, coopérations avec les partenaires du Forum Génération Égalité) de façon à construire avec les acteurs régionaux un agenda qui ne se résume pas aux évalités stratégiques actuelles mais vise également à répondre aux grands défis de demain.

